



Pour une économie de marché libérale et durable

La journée de l'économie d'economiesuisse, qui s'est tenue à Bâle, était placée sous le signe de la durabilité. Christoph Mäder, président de la Fédération, a véhiculé une vision globale de la durabilité, avec ses dimensions économique, sociale et environnementale, devant des personnalités des milieux économiques, politiques et scientifiques. Il a appelé les milieux économiques à se positionner en tant qu'acteur constructif et innovant dans le développement durable. Beatrice Weder di Mauro, économiste, a montré pourquoi les signaux des prix sont importants et David Bosshart, analyste de tendances, a appelé les pays riches à prendre leurs responsabilités.

Lors de son discours prononcé devant quelque 300 participants à la Journée de l'économie 2021, le président d'economiesuisse, Christoph Mäder, a déclaré qu'à l'avenir le principe de durabilité façonnera encore plus fortement l'ensemble de nos actions économiques et politiques. Cela vaut aussi bien pour les finances de la Confédération que pour la prévoyance vieillesse ou la politique climatique. C'est pourquoi economiesuisse s'engage en faveur d'une économie de marché libérale et durable, tenant pleinement compte des buts économiques, sociaux et environnementaux.

«Une économie de marché libérale et durable place l'individu libre et autonome au centre», a souligné Christoph Mäder. Elle repose en premier lieu sur la responsabilité individuelle et l'innovation et seulement en second lieu sur la réglementation et l'État. Elle améliore la compétitivité, préserve les ressources naturelles vitales, renforce la cohésion sociale et permet ainsi aux générations à

venir d'espérer une vie digne d'être vécue.

Le développement durable comme fondement de la prospérité

À l'origine, le principe de la durabilité vient de l'économie, a expliqué Christoph Mäder, et dans la compréhension actuelle, il a toujours trois dimensions: économique, sociale et environnementale. La vraie durabilité ne peut être atteinte que si les trois dimensions sont prises en compte. «Ensemble, elles constituent le fondement de la prospérité matérielle, sociale et culturelle de notre société. Une politique qui se concentre unilatéralement sur la durabilité environnementale et néglige l'impact économique et social n'est pas et ne peut pas être durable», a déclaré M. Mäder.

Pour illustrer l'importance des trois dimensions de la durabilité, il a évoqué notre approvisionnement en électricité. La décarbonation des transports et du chauffage est nécessaire sous l'angle de la durabilité environnementale. Mais si les autorités politiques acceptent une raréfaction croissante de l'électricité, cette solution ne saurait être durable sous l'angle économique et social.

Intégrer les externalités dans le prix des biens

Dans son intervention, **Beatrice Weder di Mauro**, économiste et présidente du Centre for economic policy research, s'est référée au thème de la manifestation «La croissance est-elle un péché?»: du point de vue économique, la croissance n'est pas durable si les prix sont erronés, a-t-elle déclaré, avant de donner des exemples concrets avec les externalités et le changement climatique. Lorsqu'il est question de la raréfaction de biens communs tels que le budget carbone mondial, cela doit se refléter dans le prix des biens et des services – idéalement sous la forme de taxes incitatives.

Les réglementations et les subventions constituent une solution moins efficace, mais plus populaire dans les milieux politiques. Il est évidemment plus difficile d'augmenter le prix des trajets en voiture que de subventionner ceux par le rail. Mais cela ne résout pas le problème. En effet, la communauté mondiale se trouve face à un défi de taille, a déclaré Beatrice Weder di Mauro. Il est clair que des actions publiques d'ampleur et coordonnées à l'échelle mondiale seront nécessaires.

Les nations riches ont une responsabilité

David Bosshart, analyste de tendances et président de la Fondation G. et A. Duttweiler, est lui aussi convaincu que la bataille mondiale pour les ressources va s'intensifier. Nous nous dirigeons vers un monde plus conflictuel et la grande question est de savoir avec quels instruments organisationnels et préventifs nous allons pouvoir relever ces défis. Selon lui, le libre marché est, bien entendu, la meilleure option. Cela étant, les externalités devraient être suffisamment prises en compte – en matière de protection du climat, par exemple.

Les nations riches ont une responsabilité claire à cet égard, car elles sont responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre mondiales.

Finance durable: opportunités et risques

Lors de la table ronde animée par Urs Gredig (télévision alémanique SRF) qui a suivi, **Dorothée Baumann-Pauly**, directrice du Centre for business and human rights à l'Université de Genève, **Barbara Kux**, membre de plusieurs conseils d'administration, **Gnanli Landrou**, CEO et cofondateur d'Oxara, et **Philipp Rickenbacher**, CEO de Julius Bär Groupe SA, ont examiné les opportunités et les risques de la finance durable pour l'économie réelle.

À l'occasion de cette journée dédiée à l'économie suisse, **Ignazio Cassis**, conseiller fédéral, vice-président du Conseil fédéral et chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), a transmis le message du gouvernement fédéral.